



LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC

Lettre ouverte

Montreuil, le 17 juin 2009

Monsieur le Premier Ministre
François FILLON
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Face à la crise majeure, que connaît en outre notre pays et aux dommages collatéraux que sont le chômage massif, et la précarisation des populations, la CGT exige des services publics forts, modernes, sur l'ensemble du territoire et pour les trois versants : Etat / Territorial / Santé accompagnés des emplois statutaires en nombre suffisant pour les faire vivre.

Nous, personnels de la Fonction publique, tenons solennellement et avec force à vous faire part de notre désaccord face aux orientations et décisions politiques prises par votre gouvernement et votre majorité à l'égard de la Fonction publique et des services publics.

Nous revendiquons l'augmentation du pouvoir d'achat par une forte revalorisation du point d'indice, le rattrapage accumulé depuis l'année 2000 et une réforme ambitieuse de la grille indiciaire prenant en compte les qualifications ainsi que les déroulements de carrière.

Nous condamnons les différentes réformes et projets de réformes se traduisant par une diminution de l'emploi public et de l'offre de service public.

Qu'il s'agisse de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), du projet de loi « *Hôpital, Patients, Santé, Territoires* » (HPST), du rapport BALLADUR, de la suppression de la taxe professionnelle, de la proposition de loi GORGE, du projet de loi « *mobilité* » et du rapport sur l'intéressement collectif, la CGT affirme que se sont là autant d'outils participant à la casse de l'emploi public et des services publics.

Le service public est garant de l'accès pour tous aux besoins fondamentaux, la CGT contribuera à le faire vivre.

Le Secrétaire Général
Jean-Marc CANON

La Secrétaire Générale
Nadine PRIGENT

Le Secrétaire Général
Baptiste TALBOT